

[dodis.ch/64150](https://dodis.ch/64150)

*Entretiens du Président de la Confédération Ogi avec le Président français  
Mitterrand à Paris, le 4 juin 1993<sup>1</sup>*

[INTÉGRATION EUROPÉENNE ET RELATIONS BILATÉRALES]

*Confidentiel*

Berne, 15 juin 1993

L'entretien a duré environ 50 minutes. À l'arrivée et au départ, les honneurs militaires furent rendus au Président de la Confédération dans la cour d'honneur de l'Élysée.<sup>2</sup>

*Principaux points de l'entretien*

*1. Situation de la Suisse après le 6 décembre*

O[gi] explique les raisons ayant amené le vote négatif du 6 décembre 1992, notamment le retard du peuple suisse à prendre conscience de la nouvelle situation en politique étrangère, ainsi que les répercussions négatives causées par les votes en France et au Danemark sur le Traité de Maastricht.<sup>3</sup> M[iterrand] déclare qu'il n'a pas été étonné par l'issue négative du référendum. Toutefois, le peuple suisse avait le droit de se décider, et sa décision doit être respectée. La Suisse n'a pas à être pénalisée de ce fait, et elle peut compter sur la compréhension de la France. M[iterrand] ajoute, en réponse à O[gi], qu'il est possible qu'on ait, au niveau de l'administration de Bruxelles, une impression différente, mais que, au niveau des

- 1 CH-BAR#E8001D#1997/5#2591\* (303.6). Cette note d'information du DFTCE au Conseil fédéral est signée par le Chef du DFTCE, le Président de la Confédération Adolf Ogi. Le Conseil fédéral en prend connaissance lors de sa 22<sup>ème</sup> séance du 23 juin 1993. Il s'agit d'une version très légèrement remaniée de la première notice du Conseiller d'Ambassade à l'Ambassade de Suisse à Paris, Dominique Dreyer, datée du 8 juin 1993, et transmise le même jour à la Division politique I du DFAE ainsi qu'au DFTCE, cf. CH-BAR#E2200.41#2005/18#280\* (332.0). La visite à Paris du Président de la Confédération Ogi prend place dans le cadre de la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie. En marge de cette réunion, le Président de la Confédération Ogi rencontre plusieurs personnalités politiques européennes, y compris le Président français François Mitterrand, cf. le communiqué de presse du DFTCE du 4 juin 1993 en annexe du PVCF N° 1303 du 30 juin 1993, [dodis.ch/64246](https://dodis.ch/64246).
- 2 La visite du Président de la Confédération Ogi prend place dans un contexte très dense de visites entre la Suisse et la France: le 19 mai le Chef du DFEP, le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, rencontre à Paris le Ministre de l'économie Edmond Alphandéry, [dodis.ch/64918](https://dodis.ch/64918); le 24 mai le Ministre des transports Bernard Bosson rencontre le Président de la Confédération Ogi à Berne, [dodis.ch/64678](https://dodis.ch/64678); le 3 juin le Chef du DFAE, le Conseiller fédéral Flavio Cotti, rencontre le Ministre des affaires étrangères Alain Juppé à Paris, [dodis.ch/65202](https://dodis.ch/65202); le 11 juin, le Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP, l'Ambassadeur Bruno Spinner, se rend à Paris pour une visite de travail, [dodis.ch/64763](https://dodis.ch/64763), et le 23 juin le Chef du DMF, le Conseiller fédéral Kaspar Villiger, rencontre le Ministre de la défense François Léotard, [dodis.ch/65268](https://dodis.ch/65268).
- 3 Sur le référendum français sur le traité de Maastricht, cf. DDS 1992, doc. 54, [dodis.ch/60741](https://dodis.ch/60741), en particulier la note 3. Sur le double référendum danois, cf. la compilation [dodis.ch/C2513](https://dodis.ch/C2513).



gouvernements, l'impression prévaut que l'Europe ne veut pas punir la Suisse. M[iterrand] ajoute qu'il mentionnera le présent entretien l'après-midi même lors de la rencontre qu'il aura avec le Premier Ministre Balladur. M[iterrand] s'enquiert des divergences nées de la séparation linguistique en Suisse, et des possibilités éventuelles de revenir sur ce vote.<sup>4</sup>

## 2. Construction européenne

Parlant des conséquences du vote danois, M[iterrand] relève qu'il n'est plus possible à un seul pays de s'opposer au mouvement d'ensemble de la construction européenne. Mme Thatcher, précise-t-il, qui était opposée à tout, cédait chaque fois dans les cinq dernières minutes: elle était contrainte de se joindre au mouvement, sous peine d'être isolée et de voir les autres États continuer leur chemin sans elle. Ce sera également le cas après le vote danois, avec cette différence que le Premier Ministre Major a une orientation différente sur l'Europe que ne l'avait Mme Thatcher.<sup>5</sup>

M[iterrand] relève que des quatre pays candidats à l'élargissement de l'AELE, trois sont pratiquement assurés d'être admis prochainement. D'autres États, comme la Turquie et Malte, sont également candidats. Pour la Turquie, le principal problème est constitué par la liberté d'établissement, point sur lequel les autorités d'Ankara seraient prêtes à faire un accord particulier. Dans tous les cas, pour les nouveaux pays candidats, il n'est pas question de leur accorder les concessions faites au Danemark. Celles-ci avaient été faites «pour ne pas donner au refus danois une importance plus grande qu'il ne faut».

D'autres pays ont également demandé leur entrée, comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Leur entrée n'est pour le moment pas possible, car elle supposerait un effort financier que les pays de la Communauté ne sont pas disposés à engager. Par ailleurs, la faiblesse de leur économie les exposerait à perdre leurs marchés. À leur égard, «il faut savoir gérer le temps», précise M[iterrand].

L'élargissement, ajoute M[iterrand], aura pour effet que les partenaires de l'AELE de la Suisse rejoindront pratiquement tous la Communauté. La Suisse risque d'être davantage isolée, sans que personne ne lui veuille du mal. Dans tous les cas, lui-même sera hostile à toute mesure qui viserait à ignorer la Suisse dans les accords européens.

O[gi] relève que la Suisse viendra à la Communauté.<sup>6</sup> Mais il faut d'abord que le peuple suisse prenne conscience de la nouvelle situation en Europe et qu'il ait confiance dans sa politique étrangère.

M[iterrand] parle de l'erreur d'appréciation qu'il avait faite – et, précise-t-il, que d'autres ont faite aussi – en sous-estimant le manque d'informations de la

4 Cf. DDS 1992, doc. 58, [dodis.ch/60622](http://dodis.ch/60622), et doc. 60, [dodis.ch/60956](http://dodis.ch/60956). Sur la question de la divergence entre les régions linguistiques, cf. également [dodis.ch/63044](http://dodis.ch/63044).

5 Cf. à ce propos la visite du Premier ministre britannique John Major en Suisse, DDS 1993, doc. 11, [dodis.ch/62495](http://dodis.ch/62495).

6 Sur la stratégie suisse de rapprochement avec la Communauté européenne après le non à l'EEE, cf. le procès-verbal de discussion du 18 janvier 1993 de la 1<sup>re</sup> séance du Conseil fédéral du 13 janvier 1993, [dodis.ch/63985](http://dodis.ch/63985). Cf. également DDS 1993, doc. 2, [dodis.ch/64598](http://dodis.ch/64598), et doc. 10, [dodis.ch/64545](http://dodis.ch/64545).

population face aux problèmes nés de la construction européenne.<sup>7</sup> Mais l'Europe continue. Il y a un certain patinage pour l'instant, mais il n'ira pas au-delà du mois d'octobre.

### 3. *Dossiers communs F-CH*

M[iterrand] aborde de son propre chef la question des liaisons ferroviaires avec Genève. Il avait insisté auprès du précédent gouvernement pour que la liaison TGV avec Genève soit améliorée. Il a souligné que la Suisse n'avait pas de chance avec les ministres des transports français, venant tous de la région concurrente, la Haute-Savoie. O[gi] relève que la Suisse est prête à cofinancer la construction de la liaison Mâcon-Genève.<sup>8</sup>

O[gi] soulève, parmi les problèmes bilatéraux, celui découlant de la centrale nucléaire de Creys-Malville. M[iterrand], sur ce point, estime les craintes suisses infondées. Dans l'histoire des centrales nucléaires françaises, il n'y a pas eu un seul mort jusqu'à ce jour. La preuve est faite que les précautions prises sont maximales et que les craintes à l'égard du fonctionnement de la centrale de Creys-Malville sont excessives.<sup>9</sup>

### 4. *Visite du Président de la République en Suisse en automne*

M[iterrand] fait savoir qu'il serait disposé à se rendre en Suisse pour une visite dont le niveau d'officialité et le «flon-flon» seraient réduits au minimum. Cette visite pourrait se faire à l'automne. O[gi] fait part du plaisir qu'il aura à le recevoir en Suisse.<sup>10</sup>

### 5. *Réminiscences suisses du Président*

M[iterrand], après avoir fait signer le livre d'or par O[gi], évoque quelques souvenirs de ses dernières visites en Suisse, relevant avec un sourire les petits «scandales» qui les avaient émaillées, notamment l'affaire du dessert à la «fée verte»<sup>11</sup> et celle du bouvier bernois.

7 Cf. à ce propos la visite du Président Mitterrand à Lugano, DDS 1991, doc. 25, [dodis.ch/58092](http://dodis.ch/58092), et la visite du Chef du DFAE, le Conseiller fédéral René Felber, à Paris, DDS 1992, doc. 54, [dodis.ch/60741](http://dodis.ch/60741).

8 Cf. aussi la note d'information du DFTCE au Conseil fédéral du 2 juin 1993, [dodis.ch/64678](http://dodis.ch/64678).

9 La centrale nucléaire de Creys-Malville, qui se situe à quelque 70 km de Genève, inquiète la population et les autorités genevoises depuis plusieurs années, cf. la compilation [dodis.ch/C2516](http://dodis.ch/C2516).

10 Lors de la visite, qui a lieu le 3 décembre 1993, le Président Mitterrand et le Président de la Confédération Ogi partagent un repas à l'Hôtel Jungfrau Victoria d'Interlaken, suivi d'une conférence de presse commune à laquelle assistent la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss et les Conseillers fédéraux Flavio Cotti et Jean-Pascal Delamuraz, respectivement Cheffe du DFI et Chefs du DFAE et du DFEP. La fin de la visite se déroule à Kandersteg avec un entretien en tête-à-tête entre présidents, cf. la compilation [dodis.ch/C2272](http://dodis.ch/C2272).

11 Pour l'affaire du dessert à la fée verte, cf. la notice du Secrétariat général du DFTCE du 2 décembre 1993, [dodis.ch/65808](http://dodis.ch/65808). Pour la visite du Président Mitterrand en avril 1983, cf. la compilation [dodis.ch/C2042](http://dodis.ch/C2042).



*Le Président français François Mitterrand et le Président de la Confédération Adolf Ogi (à droite) sont accueillis par des «Harder-Potschen» le 3 décembre 1993 à Interlaken, [dodis.ch/66562](https://dodis.ch/66562) (CH-SNM LM-117988).*